

Personne n'est dupe. Pas même le président de la République. À quelques encablures de la présidentielle d'octobre 2011, il fallait d'ailleurs s'attendre à l'utilisation des médias et autres moyens de communication moderne pour lyncher des adversaires réels ou supposés. Rien d'étonnant à cela. Les Camerounais vivent depuis quelque temps dans la perspective de l'élection présidentielle qui sera suivie indubitablement d'une réorganisation du gouvernement. C'est désormais dans cette perspective qu'ils lisent l'actualité politique nationale au cours de ces derniers mois et qu'ils la liront dans les prochains jours. Il n'est donc plus étonnant de constater la réactivation et l'agitation des réseaux par certains protagonistes du pouvoir politique, dont les objectifs se réduisent soit à sa conquête, soit à sa conservation.

Normal, puisque pour atteindre des objectifs précis, les réseaux s'appuient toujours sur des stratégies opaques et régulièrement renouvelées. Or, c'est dans des réseaux corporatistes, pluralistes ou clientélistes que ces protagonistes puisent leur force et trouvent du soutien.

Parmi eux, certains n'hésitent pas à nouer des alliances secrètes avec des médias et/ou à susciter leur création dans le but soit de soigner leur image, soit de flinguer celle des adversaires politiques réels, potentiels ou imaginaires. Même les arrestations de certains dignitaires du régime (anciens ministres et directeurs généraux), présumés coupables de détournement de deniers publics, suivies de leur condamnation spectaculaire à de très lourdes peines de prison, ne sont qu'un jeu de massacre politique à l'intérieur d'un système politique moyenâgeux qui tient les Camerounais captifs de leurs instincts de conservation depuis trois décennies.

Parmi ces stratégies figure le lynchage médiatique. Il s'agit alors de contrôler l'utilisation du quatrième pouvoir (les médias) pour tuer politiquement un adversaire. On sait que le lynchage médiatique obéit à des règles constantes. Il vise à la mise à mort politique d'un personnage public, par voie de presse écrite ou sonore, sans lui laisser la moindre chance de salut. Certes, le phénomène demeure difficile à cerner. Toujours est-il que certains organes de presse sont ainsi mis à contribution pour déstabiliser et discréditer des adversaires et/ou des ennemis politiques potentiels. Aucun jour ne passe sans que l'opinion publique n'assiste à la destruction totale, à l'anéantissement, à la damnation politique d'un personnage public. De sorte que, les lecteurs ou les auditeurs ne sont donc plus surpris de lire à la grande une de certains journaux ou d'entendre sur certaines ondes des titres ou des propos tels que : *« Révélation sur la gestion calamiteuse du ministre X » ; « Qui veut la tête de Y ?' »; « M. Tartempion, rédempteur et sauveur du clan, du village, de la patrie »; « Ce qu'on ne vous a pas dit sur l'affaire de détournement de deniers publics dans tel ou tel ministère », « Voici la liste du futur gouvernement », « Eperviergate, tome 100 », «les crimes économiques de… »*
et
tutti quanti

.

Le moment nous semble venu pour mettre à nu les forces de la manipulation et du mensonge afin de faire cesser le discours et la méthode de la mauvaise foi assassine. Car, comme on le sait, la manipulation et le mensonge planifié sont au centre du jeu politique. Il faut être naïf pour raisonner sur la politique en excluant le mensonge et la manipulation. *«Croire qu'il puisse y avoir une politique sans mensonge paraît illusoire : la vie politique telle qu'elle est pratiquée, suppose un taux élevé de mensonge, une trame serrées de mensonges de formes, de degrés différents»* , affirme l'essayiste et économiste Pierre Lenain. Un décryptage des verbiages et une traque des euphémismes des hommes politiques permettent d'ailleurs de se rendre compte qu'ils sont des maîtres du cafouillage, de la langue de bois ou des camouflages sémantiques.

En attendant, reconnaissons que tous ces assassinats politiques planifiés participent de la logique selon laquelle pour rester autour de la mangeoire ou pour y accéder, il faut déstabiliser l'adversaire, le dénigrer et le faire apparaître aux yeux de la communauté nationale et internationale, ainsi qu'à ceux de l'*esclavagiste* (dixit Fame Ndongo), Père tout puissant, créateur par décret des hommes politiques, comme celui qui mettrait le pays en danger si certaines responsabilités venaient à lui être confiées. Cette pratique passe donc pour être de bonne guerre dans une démocratie tropicalisée et dans un contexte de misère matérielle et morale où le contrôle du pouvoir politique reste le moyen le plus sûr d'accéder aux ressources économiques.

Paul Biya, qui sait faire la part des choses, tombera-t-il dans ces pièges grossiers tendus par des caméléons qui gravitent autour de lui ? En tout état de cause, tous les observateurs avertis s'accordent pour dire que le moment est venu pour qu'il reprenne les choses en main - au cas où il tient encore les rênes du pouvoir -en sonnant la fin de la récréation. Cela passe nécessairement par la révocation d'un gouvernement qui a fait de l'inertie, de la cacophonie et de la navigation à vue un mode de gestion des affaires publiques. Encore faudrait-il qu'il parvienne à maîtriser le virage dangereux qui pointe à l'horizon.

Jean-Bosco Talla